

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1969 Nr. 121

DVE/PK

*Majster Ingelen*

A. TITEL

*Algemeen Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 13 september 1966 te Athene ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Griekenland inzake sociale zekerheid;  
's-Gravenhage, 19 december 1967*

B. TEKST

**Arrangement administratif général relatif aux modalités d'application de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Grèce sur la sécurité sociale, signée à Athènes le 13 septembre 1966**

En application de l'article 33 de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Grèce sur la sécurité sociale, signée à Athènes le 13 septembre 1966 (ci-après désignée par le terme „Convention”) les autorités compétentes néerlandaise et grecque, à savoir:

le Ministre néerlandais des Affaires sociales et de la Santé publique  
B. Roolvink

et

le Ministre grec du Travail J. Xydopoulos

ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes:

**TITRE I**

**Dispositions générales**

**Article premier**

Aux fins de l'application de la Convention et du présent arrangement

a) le terme „législation” désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires, existants et futurs, qui concernent les régimes et branches

de la sécurité sociale visés au paragraphe premier de l'article premier de la Convention;

- b) le terme „territoire” désigne:
  - du côté néerlandais: le territoire du Royaume en Europe;
  - du côté grec: le territoire du Royaume de Grèce;
- c) le terme „ressortissants” désigne:
  - du côté néerlandais: les personnes de nationalité néerlandaise;
  - du côté grec: les personnes de nationalité grecque;
- d) le terme „autorité compétente” désigne:
  - du côté néerlandais: le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;
  - du côté grec: le Ministre du Travail;
- e) le terme „institution” désigne l'organisme chargé d'appliquer tout ou partie de la législation;
- f) le terme „institution compétente” désigne l'institution à laquelle l'assuré est affilié au moment de la demande des prestations ou envers laquelle il a ou continuerait à avoir droit aux prestations, s'il résidait sur le territoire de la Partie Contractante où il était occupé en dernier lieu;
- g) le terme „pays compétent” désigne la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente;
- h) le terme „résidence” signifie le séjour habituel;
- i) le terme „institution du lieu de résidence” désigne l'institution à laquelle l'assuré serait affilié s'il était assuré dans le pays de sa résidence ou l'institution désignée par l'autorité compétente du pays intéressé;
- j) le terme „institution du lieu de séjour” désigne l'institution à laquelle l'assuré serait affilié, s'il était assuré dans le pays de son séjour ou l'institution désignée par l'autorité compétente du pays intéressé;
- k) le terme „membres de la famille” désigne les membres de la famille du travailleur qui sont considérés comme bénéficiaires par la législation du pays où ils résident;
  - le terme „survivants” désigne les personnes définies ou admises comme telles par la législation applicable;
- l) le terme „périodes d'assurance” comprend les périodes de cotisation ou d'emploi, telles qu'elles sont définies ou prises en considération comme périodes d'assurance;
- m) le terme „périodes assimilées” désigne les périodes assimilées aux périodes d'assurance ou d'emploi telles qu'elles sont définies par la législation sous laquelle elles ont été accomplies et dans la mesure où elles sont reconnues équivalentes par cette législation aux périodes d'assurance ou d'emploi;

- n) les termes „prestations”, „pensions” ou „rentes” désignent les prestations, pensions ou rentes y compris tous les éléments à la charge des fonds publics, des majorations, allocations de réévaluation, ou allocations supplémentaires, ainsi que les prestations en capital qui peuvent être substituées aux pensions ou rentes;
- o) le terme „allocation au décès” désigne toute somme versée en une seule fois en cas de décès;
- p) le terme „organisme de liaison” désigne:
  - aux Pays-Bas: la „Sociale Verzekeringsbank” (la Banque des Assurances Sociales) à Amsterdam, à l'exception de l'assurance maladie pour laquelle le „Ziekenfondsraad” (Conseil des Caisses maladie), à Amsterdam est compétent;
  - en Grèce: l'„Idryma Koïnonikon Asphaliseon” (Institution des Assurances Sociales) (IKA) à Athènes.

#### Article 2

Dans les cas visés à l'alinéa (a) de l'article 7 de la Convention, l'organisme de liaison compétent, du lieu de travail habituel, remet au travailleur un certificat attestant qu'il reste soumis à la législation de son pays.

Ce certificat doit être produit, le cas échéant, par le préposé de l'employeur dans l'autre pays, si un tel préposé existe, sinon par le travailleur lui-même.

Lorsque plusieurs travailleurs quittent, en même temps, le pays du lieu de travail habituel afin de travailler ensemble dans l'autre pays et de retourner, en même temps, dans le premier, un seul certificat peut couvrir tous les travailleurs.

#### Article 3

1) Pour l'exercice du droit d'option, conformément à l'article 8, paragraphe (2), de la Convention le travailleur adresse, en informant en même temps son employeur, une demande à l'organisme de liaison compétent du pays représenté.

2) L'organisme de liaison auquel la demande est adressée, en informe, si nécessaire, l'organisme de liaison de l'autre pays.

### TITRE II

#### Dispositions particulières

#### CHAPITRE 1

##### *Maladie, mat ernity et décès (allocation funéraire)*

#### Article 4

1) Pour bénéficier de la totalisation des périodes d'assurance et périodes assimilées, le travailleur visé au paragraphe premier de l'article

11 de la Convention est tenu de présenter à l'institution compétente une attestation relative aux périodes d'assurance et périodes assimilées, accomplies en vertu de la législation de la Partie Contractante sous la législation de laquelle il a été assuré avant la date du début de son assurance en vertu de la législation du pays compétent.

2) L'attestation est délivrée, à la demande du travailleur, par l'institution compétente de l'assurance maladie en matière des prestations en espèces, auprès de laquelle il était assuré en dernier lieu avant ladite date. Si le travailleur n'était assuré en vertu de la législation de cette Partie qu'en matière des prestations en nature, l'attestation est délivrée par l'institution compétente de l'assurance maladie en matière des prestations en nature. Ladite institution indique que le travailleur n'a pas été assuré en vertu de l'assurance maladie en matière des prestations en espèces. L'attestation se rapporte à une période d'une année. Si le travailleur ne présente pas l'attestation, l'institution compétente demande à l'institution susvisée d'établir et de lui transmettre l'attestation.

3) Lorsque le travailleur visé au paragraphe premier de l'article 11 de la Convention s'est vu reconnaître, pour lui-même ou un membre de sa famille, le droit aux prothèses, au grand appareillage ou à d'autres prestations en nature d'une grande importance par l'institution compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le travailleur était assuré en dernier lieu avant son entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ces prestations sont à la charge de cette institution, même si elles sont effectivement fournies après son départ.

#### Article 5

1) Pour bénéficier des prestations en vertu du paragraphe (2) de l'article 11 de la Convention le travailleur présente à l'institution du lieu de sa résidence une requête par laquelle l'institution qui prend ces prestations à sa charge demande à la première institution de les servir, en indiquant notamment la durée maximum pendant laquelle elles peuvent être servies. Si le travailleur ne présente pas cette requête, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'autre institution pour l'obtenir.

2) La disposition du paragraphe (4) de l'article 12 de la Convention est applicable par analogie.

#### Article 6

1) Pour bénéficier des soins médicaux, y compris, le cas échéant, l'hospitalisation, lors d'un séjour temporaire sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui du pays compétent, tout travailleur visé au paragraphe premier de l'article 12 de la Convention présente à l'institution du lieu de séjour une attestation délivrée par l'institution compétente, si possible avant le début du séjour temporaire du travailleur sur le territoire de l'autre Partie Contractante, prouvant qu'il a droit aux prestations susmentionnées. Cette attestation indique notamment la durée de la période pendant laquelle ces prestations peuvent être servies.

Si le travailleur ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2) Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de la famille lors de leur séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

#### Article 7

1) Sont en outre applicables au service des prestations en nature dans le cas visé au paragraphe premier de l'article 12 de la Convention, les dispositions suivantes.

2) En cas d'hospitalisation, l'institution du lieu de séjour notifie à l'institution compétente, dans un délai de trois jours à partir de la date où elle en a pris connaissance, la date d'entrée dans un hôpital ou dans un autre établissement médical et la durée probable de l'hospitalisation; lors de la sortie de l'hôpital ou de l'autre établissement médical, l'institution du lieu de séjour notifie, dans le même délai, à l'institution compétente, la date de sortie.

3) Afin d'obtenir l'autorisation à laquelle l'octroi des prestations visées au paragraphe (4) de l'article 12 de la Convention est subordonné, l'institution du lieu de séjour adresse une demande à l'institution compétente. Lorsque ces prestations ont été servies, en cas d'urgence absolue, sans l'autorisation de l'institution compétente, l'institution du lieu de séjour avise immédiatement ladite institution.

4) Les cas d'urgence absolue au sens de l'article 12, paragraphe (4) de la Convention sont ceux où le service de la prestation ne peut être différé sans mettre gravement en danger la vie ou la santé de l'intéressé. Dans le cas où une prothèse ou un appareillage est accidentellement cassé ou détérioré, il suffit pour établir l'urgence absolue, de justifier la nécessité de la réparation ou du renouvellement de la fourniture en question.

#### Article 8

1) Pour conserver le bénéfice des prestations en nature dans le pays de sa nouvelle résidence, le travailleur visé au paragraphe (2) de l'article 12 de la Convention est tenu de présenter à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence une attestation par laquelle l'institution compétente l'autorise à conserver le bénéfice des prestations après le transfert de sa résidence.

Ladite institution indique, le cas échéant, dans cette attestation la durée maximum du service des prestations en nature telle qu'elle est prévue par la législation appliquée par elle.

L'institution compétente peut, après le transfert de la résidence du travailleur, et à la requête de celui-ci, délivrer l'attestation, lorsque celle-ci n'a pu être établie antérieurement pour des raisons de force majeure.

2) Aux fins du service des prestations par l'institution de la nouvelle résidence du travailleur, les dispositions des paragraphes (2) et (3) de l'article 7 du présent arrangement sont applicables par analogie.

3) L'institution de la nouvelle résidence fait procéder périodiquement, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'institution compétente, à l'examen du bénéficiaire en vue de déterminer si les soins médicaux sont effectivement et régulièrement dispensés. Elle est tenue de pratiquer lesdits examens et d'aviser immédiatement l'institution compétente de leur résultat. La continuation de la prise en charge des soins médicaux par l'institution compétente est subordonnée à l'accomplissement de ces règles.

4) Les dispositions des paragraphes (1) à (3) du présent article sont applicables par analogie aux membres de la famille du travailleur qui transfèrent leur résidence sur le territoire de la Partie Contractante autre que le pays compétent après la réalisation du risque de maladie ou de maternité.

5) Lorsque l'institution du lieu de résidence constate que l'hospitalisation doit prendre fin, elle notifie au travailleur la date de la fin de l'hospitalisation et adresse immédiatement copie de cette notification à l'institution compétente.

#### Article 9

1) Pour bénéficier des prestations en nature dans le pays de leur résidence, les membres de la famille visés au paragraphe premier de l'article 13 de la Convention sont tenus de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de leur résidence, en présentant les pièces justificatives suivantes:

- (i) une attestation délivrée, à la demande du travailleur, par l'institution compétente, certifiant l'existence du droit aux prestations en nature du travailleur et indiquant les noms des membres de sa famille communiqués par le travailleur. Cette attestation est valable aussi longtemps que l'institution compétente n'a pas notifié à l'institution du lieu de résidence l'annulation de ladite attestation;
- (ii) les pièces justificatives normalement exigées par la législation du pays de résidence pour l'octroi des prestations en nature aux membres de la famille.

2) L'institution du lieu de résidence fait connaître à l'institution compétente si les membres de la famille ont droit ou non aux prestations en vertu de la législation appliquée par la première institution.

3) L'octroi des prestations en nature aux membres de la famille est subordonnée à la validité de l'attestation visée au paragraphe premier du présent article.

4) Le travailleur et les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de ces derniers de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit des membres de la

famille aux prestations en nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi du travailleur, ou tout transfert de la résidence ou du séjour de celui-ci ou d'un membre de sa famille.

5) L'institution du lieu de résidence prête ses bons offices à l'institution compétente qui se propose d'exercer un recours contre le bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations.

#### Article 10

Dans le cas visé au paragraphe (2) de l'article 13 de la Convention, l'institution compétente demande, s'il est nécessaire, à l'institution du lieu de la dernière résidence de tout membre de la famille ayant transféré sa résidence sur le territoire du pays compétent, de lui fournir des renseignements relatifs à la période du service de prestations effectué immédiatement avant ce transfert.

#### Article 11

1) Pour bénéficier des prestations en nature dans le pays de sa résidence, le titulaire d'une pension ou d'une rente visé au paragraphe (2) de l'article 15 de la Convention est tenu de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de sa résidence, en produisant une attestation par laquelle, selon la Partie Contractante dont relève l'institution débitrice de la pension ou de la rente, l'„Idryma Koinonikon Asphaliseon” ou le „Ziekenfondsraad”, fait connaître que le titulaire de la pension ou de la rente a droit, pour lui-même et les membres de sa famille, aux prestations en nature en vertu de la législation au titre de laquelle la pension ou la rente est due. L'organisme qui a établi l'attestation transmet le double de celle-ci à l'organisme de l'autre Partie Contractante.

2) Le titulaire d'une pension ou d'une rente est tenu d'informer l'institution du lieu de sa résidence de tout changement dans sa situation susceptible de modifier son droit aux prestations en nature, notamment toute suspension ou suppression de sa pension ou de sa rente et tout transfert de sa résidence ou de celle des membres de sa famille.

3) L'organisme qui a établi l'attestation peut informer l'organisme de l'autre Partie Contractante de la fin des droits à prestations en nature du titulaire d'une pension ou d'une rente.

#### Article 12

1) Pour bénéficier des prestations en espèces lors d'un séjour sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui du pays compétent le travailleur est tenu de s'adresser immédiatement à l'institution du lieu de séjour en lui présentant dans le cas visé au paragraphe (2) de l'article 11 de la Convention le document visé à l'article 5, paragraphe (1), dans le cas visé au paragraphe (1) de l'article 12 de la Convention l'attestation visée à l'article 6, paragraphe (1) et dans le cas visé au paragraphe (2) de l'article 12 de la Convention l'attestation visée à l'article 8, paragraphe (1).

Si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il se trouve le prévoit, il en ajoute un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il indique en outre son adresse dans le pays où il se trouve, ainsi que le nom et l'adresse de son employeur et de l'institution compétente.

2) Si le travailleur ne présente pas l'attestation visé au paragraphe précédent, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour obtenir une telle attestation ou une déclaration que le travailleur est encore assuré suivant la législation du pays compétent. Néanmoins l'attestation visée à l'article 8, paragraphe (1) n'est établie après le transfert de résidence que si celle-ci, pour des raisons de force-majeure n'a pu être établie antérieurement.

#### Article 13

1) L'institution du lieu de séjour fait procéder immédiatement, et au plus tard dans les trois jours qui suivent la date à laquelle le travailleur s'est adressé à cette institution, à un contrôle médical du travailleur par un de ses médecins contrôleurs. Dans le cas où l'institution compétente a indiqué dans l'attestation visée à l'article 8, paragraphe (1), une date à laquelle le travailleur doit être soumis au contrôle médical, l'institution du lieu de séjour peut différer le premier contrôle médical jusqu'à cette date.

2) Le rapport de ce médecin, qui mentionne si le travailleur est incapable de travail, et en cas affirmatif la date du début de l'incapacité de travail, le diagnostic et la durée probable de l'incapacité de travail, est adressé par l'institution du lieu de séjour à l'institution compétente dans les trois jours suivant la date du contrôle. L'institution du lieu de séjour indique la date à laquelle le travailleur s'est présenté à cette institution.

#### Article 14

1) Le travailleur est soumis au règlement de contrôle administratif de l'institution du lieu de séjour.

2) Après le premier contrôle médical l'institution du lieu de séjour continue le contrôle médical et administratif suivant les modalités applicables à ses propres assurés. Le contrôle médical est effectué de cette fréquence que le travailleur est réexaminé à la fin de la période pendant laquelle il resterait probablement incapable de travail selon le dernier rapport de contrôle médical.

3) Les rapports médicaux, indiquant si le travailleur est encore incapable de travail, le diagnostic et la durée probable de l'incapacité de travail, sont adressés par l'institution du lieu de séjour à l'institution compétente dans les trois jours suivant la date du contrôle.

4) Lorsque l'institution du lieu de séjour constate que le travailleur viole le règlement du contrôle administratif, elle en communique immédiatement l'institution compétente en décrivant la nature de la violation



et indiquant quelles conséquences sont liées habituellement à une telle violation par l'institution du lieu de séjour quand il s'agirait de son propre assuré.

#### Article 15

Lorsque le médecin-contrôleur constate que le travailleur est ou sera apte à reprendre le travail, l'institution du lieu de séjour notifie au travailleur la fin de son incapacité de travail et adresse, sans délai, une copie de cette notification à l'institution compétente, en ajoutant le rapport du médecin-contrôleur.

#### Article 16

Lorsque le travailleur retourne dans le pays compétent, l'institution du lieu de séjour en informe l'institution compétente et ajoute à cette information un avis du médecin-contrôleur, indiquant si le voyage est nuisible à l'état de santé du travailleur.

#### Article 17

1) L'institution compétente verse les prestations en espèces par mandat-poste international. Toutefois ces prestations peuvent être servies par l'institution du lieu de séjour pour le compte de l'institution compétente, si cette dernière est d'accord. Dans ce cas l'institution compétente fait connaître à l'institution du lieu de séjour le montant des prestations et la ou les dates auxquelles celles-ci doivent être payées, ainsi que la durée maximum du service des prestations.

2) Lorsque l'institution compétente, sur la base des renseignements qu'elle a reçus, décide que le travailleur est apte à reprendre le travail, elle lui notifie sa décision en adressant une copie de cette notification à l'institution du lieu de résidence.

3) Lorsque, dans le même cas, deux dates différentes de la fin de l'incapacité de travail sont fixées par l'institution de lieu de résidence et par l'institution compétente, la date première l'emporte.

#### Article 18

1) En ce qui concerne les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe (2) de l'article 11 et des paragraphes premier, (2) et (6) de l'article 12 de la Convention, les montants effectifs des dépenses afférentes auxdites prestations, telles qu'elles résultent de la comptabilité des institutions, sont remboursées par les institutions compétentes aux institutions qui ont servi les prestations susvisées.

2) Ne peuvent être pris en compte, aux fins de remboursement, des tarifs supérieures à ceux applicables aux prestations en nature servies aux travailleurs soumis à la législation appliquée par l'institution ayant servi les prestations visées au paragraphe premier du présent article.

3) La disposition du paragraphe premier du présent article s'applique par analogie aux prestations prévues à l'article 17, paragraphe (1), deuxième phrase, du présent arrangement.

## Article 19

1) En ce qui concerne les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe premier de l'article 13 de la Convention, les dépenses afférentes auxdites prestations sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.

2) Le montant forfaitaire est obtenu en multipliant le coût moyen annuel par famille par le nombre moyen annuel des familles entrant en ligne de compte.

3) Le coût moyen annuel par famille est égal, pour chaque pays, à la moyenne par famille des dépenses afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions du pays en question à l'ensemble des familles des assurés soumis à la législation de ce pays.

## Article 20

1) En ce qui concerne les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe (2) de l'article 15 de la Convention, les dépenses afférentes auxdites prestations sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.

2) Le montant forfaitaire est obtenu en multipliant le coût moyen annuel par titulaire de pension ou de rente et membre de la famille du titulaire visé par le nombre moyen annuel des titulaires de pension ou de rente et membres de leurs familles entrant en ligne de compte.

3) Le coût moyen par titulaire de pension ou de rente et membre de la famille du titulaire visé est égal, pour chaque pays, à la moyenne par titulaire de pension ou de rente et membre de la famille des dépenses afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions du pays en question à l'ensemble des titulaires de pension ou de rente (y compris les membres de leurs familles) soumis à la législation de ce pays.

4) En appliquant les paragraphes premier, (2) et (3) de cet article on peut faire des calculs différents selon le groupement d'âge, auquel appartiennent les titulaires d'une pension ou d'une rente.

## Article 21

1) Les remboursements prévus à l'article 16 de la Convention sont effectués par l'intermédiaire des organismes de liaison compétents.

2) Les organismes visés au paragraphe précédent peuvent convenir que les montants visés aux articles 19 et 20 du présent arrangement sont majorés d'un certain pourcentage pour frais d'administration.

Pour l'application des dispositions des articles 18 à 20 ils pourront conclure des arrangements plus précis, notamment concernant le versement des avances.

## CHAPITRE 2

*Invalidité, vieillesse et décès (pensions)  
Introduction et instructions des demandes*

## Article 22

1) Pour bénéficier des prestations en vertu des dispositions du chapitre 2 du Titre III de la Convention le travailleur ou le survivant d'un travailleur est tenu d'adresser sa demande à l'institution compétente du lieu de sa résidence selon les modalités déterminées par la législation du pays de résidence.

2) Lorsque le travailleur ou le survivant d'un travailleur, ne résidant pas aux Pays-Bas ou en Grèce, sollicite le bénéfice d'une prestation en vertu des dispositions du chapitre 2 du Titre III de la Convention il est tenu d'adresser sa demande à l'institution compétente du pays sous la législation duquel le travailleur a été assuré en dernier lieu.

3) Le demandeur précise, dans la mesure du possible, la ou les institutions des deux pays auprès desquelles le travailleur a été assuré.

## Article 23

La demande introduite conformément aux dispositions de l'article précédent est instruite par l'institution compétente à laquelle elle a été adressée. Cette institution est désignée ci-après par le terme „institution d'instruction”.

## Article 24

1) Pour l'instruction des demandes de prestations dues en vertu des dispositions du chapitre 2 du Titre III de la Convention, l'institution d'instruction utilise un formulaire comportant notamment le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance et périodes assimilées accomplies par l'assuré en vertu des législations auxquelles il a été soumis.

2) La transmission de ce formulaire aux institutions compétentes de l'autre pays remplace la transmission des pièces justificatives.

## Article 25

1) L'institution d'instruction porte, sur le formulaire visé à l'article précédent, les périodes d'assurance et périodes assimilées accomplies au titre de la législation qui lui est applicable et envoie deux exemplaires dudit formulaire à l'institution compétente de l'autre pays.

2) Cette institution complète le formulaire par l'indication des périodes d'assurance et périodes assimilées accomplies au titre de sa propre législation et le renvoie en double exemplaire à l'institution d'instruction. En outre sont portés sur le formulaire les renseignements suivants: le montant des droits qui s'ouvrent en vertu de sa propre législation, compte tenu des dispositions du chapitre 2 du Titre III de la Convention, le montant de la prestation à laquelle le demandeur pourrait prétendre, sans application des dispositions de l'article 18 de la Convention, pour

les seules périodes d'assurance et périodes assimilées accomplies en vertu de la législation qu'elle applique, ainsi que l'indication des voies et délais de recours.

#### Article 26

1) Si l'institution d'instruction constate que le demandeur a droit au bénéfice des dispositions du paragraphe (2) de l'article 19 de la Convention, elle détermine le complément auquel le demandeur a droit en vertu desdites dispositions. Au cas où le demandeur a droit à des compléments de la part des institutions des deux pays l'institution d'instruction répartit la charge du complément le plus élevé dont le demandeur peut seulement bénéficier entre les institutions qui auraient dû servir des compléments. Chacune de ces institutions supporte une partie de ce complément qui correspond au rapport existant entre le montant du complément résultant de l'application de sa propre législation et le total des compléments que toutes les institutions intéressées auraient dû servir.

2) Lors de l'application du paragraphe (2) de l'article 19 de la Convention la conversion des montants libellés en différentes monnaies nationales est effectuée compte tenu du cours officiel de change valable le jour où la pension est liquidée. En cas de variations de ce cours, il n'est procédé à la révision de la pension que lorsque ces variations dépassent dix pour cent.

#### Article 27

L'institution d'instruction notifie au demandeur l'ensemble des décisions prises concernant la liquidation des prestations calculées en application de l'article 19 de la Convention ainsi que les voies et les délais de recours prévus par chacune des législations appliquées. De plus, ladite institution adresse copie de cette notification à l'institution compétente de l'autre pays et communique la date à laquelle cette notification a été remise au demandeur.

#### *Paiement des prestations*

#### Article 28

1) Les prestations dues par les institutions d'un pays aux titulaires résidant dans l'autre pays sont versées directement et aux échéances prévues par la législation qu'elles appliquent.

2) L'institution compétente verse les prestations en espèces par mandat-poste international et en avise pour la première fois l'institution du lieu de résidence. Toutefois, ces prestations peuvent être servies par l'institution du lieu de résidence pour le compte de l'institution compétente, si cette dernière est d'accord. Dans ce cas, l'institution compétente fait connaître à l'institution du lieu de résidence le montant des prestations et la ou les dates auxquelles celles-ci doivent être payées, ainsi que la durée maximum du service des prestations.

## Article 29

Les prestations sont versées aux titulaires sans déduction des frais postaux ou bancaires.

## CHAPITRE 3

*Accidents du travail et maladies professionnelles*

## Article 30

1) Les dispositions du présent arrangement relatives aux prestations en cas de maladie sont applicables par analogie aux prestations auxquelles peut prétendre un travailleur victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

2) Tout accident du travail survenu à un travailleur et qui a occasionné ou qui est de nature à occasionner soit la mort, soit une incapacité permanente totale ou partielle, doit être notifié par l'institution compétente aux autorités consulaires du pays auquel ressortit la victime de l'accident.

## Article 31

Aux fins de l'appréciation du degré d'incapacité dans le cas visé à l'article 27 de la Convention le travailleur est tenu de fournir à l'institution compétente du pays sous la législation duquel l'accident du travail ou la maladie professionnelle sont survenus, les renseignements nécessaires relatifs aux accidents du travail ou maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre pays, quel que soit le degré de l'incapacité provoquée par ces cas. Si ladite institution l'estime nécessaire, elle peut se documenter sur ces cas auprès de l'institution ou des institutions qui ont été compétentes pour en assurer la réparation.

## CHAPITRE 4

*Chômage et allocations familiales*

## Article 32

1) Pour bénéficier de l'une des dispositions des articles 29 et 31 de la Convention l'intéressé est tenu de présenter à l'institution compétente une attestation relative aux périodes à prendre en compte, dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel pour compléter les périodes accomplies en vertu de la législation appliquée par ladite institution.

2) L'attestation est délivrée, à la demande de l'intéressé, par l'institution où il a été affilié dernièrement dans l'autre pays.

Si l'intéressé ne présente pas l'attestation, l'institution compétente demande à l'institution en question d'établir et de lui transmettre l'attestation.

## Article 33

1) Pour conserver le droit aux prestations acquis sous la législation du pays de son dernier emploi dans le pays de sa nouvelle résidence, le

chômeur visé au paragraphe premier de l'article 30 de la Convention est tenu de présenter à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence une attestation par laquelle l'institution du pays du dernier emploi déclare que le chômeur conserve son droit aux prestations de chômage en indiquant notamment la période maximum pendant laquelle le droit aux prestations peut être conservé.

2) L'attestation devrait être délivrée, si possible, avant le transfert de résidence. Si le chômeur ne présente pas l'attestation, l'institution du lieu de sa nouvelle résidence demande à l'institution du pays du dernier emploi d'établir et de lui transmettre l'attestation.

3) L'institution du lieu de la nouvelle résidence du chômeur envoie aussitôt que possible à l'institution du pays du dernier emploi une attestation indiquant le montant de la prestation journalière de chômage à laquelle le chômeur a droit suivant la législation appliquée par elle.

4) L'institution du pays du dernier emploi peut, en tout temps, demander à l'institution du lieu de résidence de lui fournir les renseignements relatifs à la situation du bénéficiaire, notamment à son état de chômeur involontaire et aux emplois qui lui ont été offerts.

5) Le remboursement des prestations de chômage, prévu au paragraphe (3) de l'article 30 de la Convention est effectué chaque semestre directement par l'institution débitrice à l'institution du pays de résidence qui a servi ces prestations.

### TITRE III

#### Dispositions diverses

##### Article 34

1) Pour l'application des articles 10, 18, paragraphe premier, article 19, paragraphe premier, alinéa (b), et des articles 29 et 31 de la Convention, les périodes d'assurance et assimilées accomplies en vertu des dispositions des deux pays sont totalisées en vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations ainsi que pour le calcul des prestations, conformément aux règles suivantes:

- a) lorsqu'une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire en vertu de la législation d'un pays coïncide avec une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée en vertu de la législation de l'autre pays, seule la première est prise en compte;
- b) lorsqu'une période d'assurance accomplie en vertu de la législation d'un pays coïncide avec une période assimilée en vertu de la législation de l'autre pays, seule la première est prise en compte;
- c) toute période assimilée, prévue à la fois par les législations des deux pays, n'est prise en compte que par l'institution compétente du pays à la législation duquel l'assuré a été soumis à titre obligatoire, en dernier lieu avant ladite période; lorsque l'assuré n'a pas été soumis, à titre obligatoire, à une législation d'un pays, avant ladite période,

celle-ci est prise en compte par l'institution compétente du pays à la législation duquel il a été soumis à titre obligatoire pour la première fois après la période en question;

- d) dans le cas où l'époque à laquelle certaines périodes ont été accomplies en vertu de la législation d'un pays ne peut être déterminée de façon précise, les institutions compétentes pourront accorder que ces périodes soient prises en compte si en utilisant les moyens complémentaires, la réalisation des travaux qui donneraient lieu aux périodes d'assurance est suffisamment prouvé.

2) Si, en vertu de l'alinéa (a) du paragraphe (1) du présent article, des périodes d'assurance accomplies au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée conformément à la législation d'une Partie Contractante en matière d'assurance invalidité-vieillesse-décès (pensions) ne sont pas prises en compte, les cotisations afférentes à ces périodes sont considérées comme destinées à majorer les prestations dues en vertu de ladite législation.

#### *Contrôle administratif et médical*

##### Article 35

1) Le contrôle administratif et médical des titulaires de prestations en vertu de la législation grecque qui résident aux Pays-Bas est effectué, à la demande de l'institution compétente par l'intermédiaire :

- a) du „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging”, s'il s'agit de prestations en espèces en cas de maladie et de maternité;
- b) de la „Sociale Verzekeringsbank”, s'il s'agit d'autres prestations en espèces.

2) Le contrôle administratif et médical des titulaires de prestations en vertu de la législation néerlandaise, qui résident en Grèce est effectué à la demande de l'institution compétente, par l'intermédiaire de l'„Idryma Koïnonikon Asphaliseon” (IKA).

3) Toute institution compétente conserve toutefois le droit de faire procéder à l'examen du titulaire par un médecin de son choix.

##### Article 36

Pour évaluer le degré d'invalidité, les institutions de chaque pays font état des constatations médicales ainsi que des informations d'ordre administratif recueillies par les institutions de l'autre pays.

Lesdites institutions conservent, toutefois, le droit de faire procéder à l'examen de l'intéressé par un médecin de leur choix.

##### Article 37

Lorsque, à la suite du contrôle visé à l'article 35 du présent arrangement il a été constaté que le titulaire est ou a été occupé alors qu'il est ou

était au bénéfice des prestations, ou qu'il a des ressources excédant la limite prescrite, ou qu'il a repris le travail, un rapport est adressé à l'institution compétente. Le rapport indique la nature de l'emploi effectué, le montant des gains ou ressources dont l'intéressé a bénéficié au cours du dernier trimestre écoulé, la rémunération normale perçue dans la même région par un travailleur de la catégorie professionnelle à laquelle appartenait l'intéressé dans la profession qu'il exerçait avant de devenir invalide, ainsi que, le cas échéant, l'avis d'un médecin expert sur l'état de santé de l'intéressé.

#### Article 38

Lorsque, après suspension d'une prestation, l'intéressé recouvre son droit à prestation alors qu'il réside sur le territoire de l'autre pays, les institutions intéressées échangent tous renseignements utiles en vue de la reprise du paiement de la prestation.

#### Article 39

Les frais résultant des examens médicaux, des mises en observation, des déplacements des médecins et des enquêtes administratives ou médicales nécessaires à l'exercice du contrôle administratif ou médical sont à la charge de l'institution qui exerce le contrôle sur la base du tarif appliqué par elle et ils sont remboursés par l'institution pour laquelle le contrôle a eu lieu.

#### Article 40

Les dispositions du présent arrangement sont applicables aux personnes occupées par des entreprises exploitant une mine de charbon sous réserve des dispositions particulières qui seront prises pour cette catégorie de travailleurs.

#### Article 41

1) Toutes les difficultés relatives à l'application de la Convention et du présent arrangement seront réglées par une commission composée des représentants, compétents dans la matière de la sécurité sociale, des autorités compétentes, qui peuvent se faire accompagner par des experts. La commission se réunit alternativement dans l'un et l'autre pays.

2) Les organismes de liaison peuvent fixer, d'un commun accord, des formulaires nécessaires pour les attestations, requêtes et autres documents exigées pour l'application de la Convention.

#### Article 42

Le présent arrangement entrera en vigueur le même jour que la Convention. Il aura la même durée que la Convention.

FAIT en double exemplaire en langue française à La Haye, le 19 décembre 1967.

*Le Ministre néerlandais,*  
(s.) B. ROOLVINK

*Le Ministre grec,*  
(s) J. XYDOPOULOS



C. VERTALING

**Algemeen Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 13 september 1966 te Athene ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Griekenland inzake sociale zekerheid**

Voor de toepassing van artikel 33 van het op 13 september 1966 te Athene ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Griekenland inzake sociale zekerheid (hierna aangeduid met de term „Verdrag”) hebben de bevoegde Nederlandse en Griekse autoriteiten, te weten:

de Nederlandse Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid  
B. Roolvink

en

de Griekse Minister van Arbeid J. Xydopoulos

in gemeen overleg de volgende regelen vastgesteld:

**TITEL I**

**Algemene bepalingen**

**Artikel 1**

Voor de toepassing van het Verdrag en van dit Akkoord:

- a) worden onder „wetgeving” of „wettelijke regeling” verstaan: de bestaande en toekomstige wetten, reglementen en statutaire bepalingen met betrekking tot de in artikel 1, eerste lid, van het Verdrag vermelde regelingen en takken van sociale zekerheid;
- b) wordt onder „grondgebied” verstaan:
  - van Nederlandse zijde: het grondgebied van het Rijk in Europa;
  - van Griekse zijde: het grondgebied van het Koninkrijk Griekenland;
- c) wordt onder „onderdanen” verstaan:
  - van Nederlandse zijde: personen van Nederlandse nationaliteit;
  - van Griekse zijde: personen van Griekse nationaliteit;
- d) wordt onder „bevoegde autoriteit” verstaan:
  - van Nederlandse zijde: de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;
  - van Griekse zijde: de Minister van Arbeid;
- e) wordt onder „orgaan” verstaan het lichaam hetwelk tot taak heeft de gehele wetgeving of een deel daarvan uit te voeren;
- f) wordt onder „bevoegd orgaan” verstaan het orgaan, waarbij de verzekerde is aangesloten op het tijdstip, waarop hij om uitkering verzoekt, of tegenover hetwelk hij recht op prestaties heeft of zou blijven

- hebben, indien hij woonachtig was op het grondgebied van de Verdragsluitende Partij, waar hij laatstelijk werkzaam was;
- g) wordt onder „bevoegd land” verstaan de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan zich het bevoegde orgaan bevindt;
  - h) wordt onder „woonplaats” verstaan de normale verblijfplaats;
  - i) wordt onder „orgaan van de woonplaats” verstaan het orgaan waarbij de verzekerde aangesloten zou zijn, indien hij verzekerd was in het land van zijn woonplaats, of het door de bevoegde autoriteit van het betrokken land aangewezen orgaan;
  - j) wordt onder „orgaan van de verblijfplaats” verstaan het orgaan waarbij de verzekerde aangesloten zou zijn, indien hij verzekerd was in het land van zijn verblijf, of het door de bevoegde autoriteit van het betrokken land aangewezen orgaan;
  - k) worden onder „gezinsleden” verstaan de gezinsleden van de werknemer, die door de wetgeving van het land, waar zij wonen, als recht-hebbenden worden beschouwd;  
onder „nagelaten betrekkingen” worden verstaan de personen, die als zodanig in de van toepassing zijnde wetgeving worden aange-merkt of erkend;
  - l) omvat de term „tijdvakken van verzekering” de tijdvakken van premiebetaling of van arbeid, welke als tijdvakken van verzekering worden omschreven of in aanmerking genomen;
  - m) worden onder „gelijkgestelde tijdvakken” verstaan de met tijdvakken van verzekering of van arbeid gelijkgestelde tijdvakken, zoals deze worden omschreven in de wetgeving waaronder die tijdvakken zijn vervuld en voor zover zij in bedoelde wetgeving met tijdvakken van verzekering of van arbeid worden gelijkgesteld;
  - n) worden onder „uitkeringen”, „pensioenen” of „renten” verstaan de uitkeringen, de pensioenen en de renten, met inbegrip van alle bedragen ten laste van de openbare middelen, die de in het Verdrag vervatte uitkeringen, pensioenen of renten der sociale zekerheid aanvullen of kunnen aanvullen, de bijslagen, de uitkeringen op grond van herziening, of de aanvullende uitkeringen, alsmede de als af-koopsom uitgekeerde bedragen, welke in de plaats kunnen treden van de pensioenen of renten;
  - o) wordt onder „uitkering bij overlijden” verstaan elk bedrag ineens, dat in geval van overlijden wordt uitgekeerd;
  - p) wordt onder „verbindingsorgaan” verstaan:  
in Nederland: de Sociale Verzekeringsbank te Amsterdam, met uitzondering van de ziekteverzekering, waarvoor de Ziekenfondsraad te Amsterdam bevoegd is;  
in Griekenland: het „Idryma Koinonikon Asphaliseon” (Instituut voor Sociale Verzekering) (IKA) te Athene.

## Artikel 2

In de gevallen, bedoeld in alinea (a) van artikel 7 van het Verdrag, reikt het bevoegde verbindingsorgaan van de plaats, waar de arbeid gewoonlijk wordt verricht, aan de werknemer een bewijsstuk uit, waarin wordt verklaard, dat hij aan de wetgeving van zijn eigen land onderworpen blijft.

Dit bewijsstuk moet, zo nodig, door de vertegenwoordiger van de werkgever in het andere land, indien er een zodanige vertegenwoordiger is, of anders door de werknemer zelf overgelegd worden.

Wanneer verscheidene werknemers tegelijkertijd het land van de plaats, waar de arbeid gewoonlijk wordt verricht, verlaten teneinde gezamenlijk in het andere land te gaan werken en tegelijkertijd in het eerste land terug te keren, kan met één bewijsstuk voor alle werknemers worden volstaan.

## Artikel 3

1. Voor de uitoefening van het recht van keuze overeenkomstig artikel 8, tweede lid, van het Verdrag richt de werknemer, terwijl hij tegelijkertijd zijn werkgever op de hoogte stelt, een verzoek tot het bevoegde verbindingsorgaan van het vertegenwoordigde land.

2. Het verbindingsorgaan, waaraan het verzoek is gericht, stelt zo nodig het verbindingsorgaan van het andere land op de hoogte.

## TITEL II

### Bijzondere bepalingen

#### HOOFDSTUK I

#### *Ziekte, moederschap en overlijden (begravenisuitkering)*

## Artikel 4

1. Om in aanmerking te komen voor de samentelling van de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, dient de in het eerste lid van artikel 11 van het Verdrag bedoelde werknemer aan het bevoegde orgaan een verklaring over te leggen met betrekking tot de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de wetgeving van de Verdragsluitende Partij, ingevolge welke hij verzekerd is geweest vóór de aanvangsdatum van zijn verzekering krachtens de wetgeving van het bevoegde land.

2. De verklaring wordt op verzoek van de werknemer verstrekt door het bevoegde orgaan van de ziekteverzekering inzake uitkeringen, waarbij hij vóór genoemde datum laatstelijk verzekerd was. Indien de werknemer krachtens de wetgeving van die Partij slechts verzekerd was terzake van verstrekkingen, wordt de verklaring verstrekt door het bevoegde orgaan van de ziekteverzekering inzake verstrekkingen.

Genoemd orgaan vermeldt dat de werknemer terzake van uitkeringen niet verzekerd was krachtens de ziekteverzekering.

De verklaring heeft betrekking op een tijdvak van één jaar. Wanneer de werknemer de verklaring niet overlegt, verzoekt het bevoegde orgaan het bovenbedoelde orgaan om opstelling en toezending van de verklaring.

3. Indien aan de in het eerste lid van artikel 11 van het Verdrag bedoelde werknemer voor zichzelf of voor een gezinslid het recht op prothesen, kunstmiddelen van grotere omvang of andere belangrijke verstrekkingen is toegekend door het bevoegde orgaan van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan de werknemer vóór zijn aankomst op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij laatstelijk verzekerd was, komen deze verstrekkingen ten laste van dit orgaan, zelfs indien zij in feite na zijn vertrek worden verleend.

#### Artikel 5

1. Om krachtens het tweede lid van artikel 11 van het Verdrag in aanmerking te komen voor verstrekkingen, dient de werknemer bij het orgaan van zijn woonplaats een aanvraag in, door middel waarvan het orgaan, dat deze verstrekkingen te zijnen laste neemt, het eerste orgaan verzoekt deze verstrekkingen te verlenen, waarbij in het bijzonder wordt aangegeven gedurende welke tijd zij ten hoogste kunnen worden verleend. Indien de werknemer deze aanvraag niet indient, wendt het orgaan van de woonplaats zich tot het andere orgaan teneinde de aanvraag te verkrijgen.

2. Het bepaalde in het vierde lid van artikel 12 van het Verdrag is van overeenkomstige toepassing.

#### Artikel 6

1. Om tijdens een tijdelijk verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij in aanmerking te komen voor geneeskundige behandeling, eventueel met inbegrip van opname in een ziekenhuis, legt de werknemer, bedoeld in het eerste lid van artikel 12 van het Verdrag, aan het orgaan van de verblijfplaats een door het bevoegde orgaan zo mogelijk vóór de aanvang van zijn tijdelijk verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij afgegeven verklaring over, waaruit blijkt, dat hij recht heeft op bovengenoemde prestaties. In deze verklaring is in het bijzonder de duur vermeld van het tijdvak, gedurende hetwelk deze prestaties kunnen worden verleend. Indien de werknemer genoemde verklaring niet overlegt, wendt het orgaan van de verblijfplaats zich ter verkrijging van dit stuk tot het bevoegde orgaan.

2. Het bepaalde in het vorige lid is van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden van de werknemer tijdens hun tijdelijk verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij.

#### Artikel 7

1. Voor het verlenen van verstrekkingen gelden in het geval, bedoeld in het eerste lid van artikel 12 van het Verdrag, bovendien de volgende bepalingen.

2. In geval van opname in een ziekenhuis geeft het orgaan van de verblijfplaats binnen een termijn van drie dagen, ingaande op de dag waarop het hiervan kennis heeft gekregen, aan het bevoegde orgaan bericht inzake de datum van opname in een ziekenhuis of andere geneeskundige inrichting alsmede inzake de vermoedelijke duur van de opname; bij vertrek uit het ziekenhuis of een andere geneeskundige inrichting geeft het orgaan van de verblijfplaats het bevoegde orgaan binnen dezelfde termijn kennis van de datum van vertrek.

3. Ter verkrijging van de machtiging voor het verstrekken van de in het vierde lid van artikel 12 van het Verdrag bedoelde prestaties, richt het orgaan van de verblijfplaats een verzoek tot het bevoegde orgaan. Indien deze prestaties in onmiskenbare spoedgevallen zonder machtiging van het bevoegde orgaan zijn verleend, stelt het orgaan van de verblijfplaats het genoemde orgaan hiervan onmiddellijk op de hoogte.

4. De onmiskenbare spoedgevallen in de zin van artikel 12, vierde lid, van het Verdrag zijn die gevallen, waarin het verlenen van een verstrekking niet kan worden uitgesteld zonder het leven of de gezondheid van de betrokkene ernstig in gevaar te brengen. In het geval waarin een prothese of een kunstmiddel door een ongeval is gebroken of beschadigd, is het om de onmiskenbare spoed vast te stellen, voldoende de noodzaak van het herstel of de vernieuwing van het desbetreffende kunst- of hulpmiddel aan te tonen.

#### Artikel 8

1. Om in het land van zijn nieuwe woonplaats in het genot te blijven van verstrekkingen dient de in het tweede lid van artikel 12 van het Verdrag bedoelde werknemer aan het orgaan van zijn nieuwe woonplaats een verklaring over te leggen, waarbij het bevoegde orgaan hem toestaat na de overbrenging van zijn woonplaats in het genot te blijven van de verstrekkingen.

Genoemd orgaan geeft in deze verklaring eventueel de maximale duur van de verlening van verstrekkingen aan, zoals deze door de door dit orgaan uitgevoerde wettelijke regeling is bepaald.

Het bevoegde orgaan kan op verzoek van de werknemer de verklaring ook na de overbrenging van diens woonplaats uitreiken, indien deze verklaring, als gevolg van overmacht, niet tevoren kon worden opgesteld.

2. Met het oog op de verlening van verstrekkingen door het orgaan van de nieuwe woonplaats van de werknemer, zijn de bepalingen van artikel 7, tweede en derde lid, van dit Akkoord van overeenkomstige toepassing.

3. Het orgaan van de nieuwe woonplaats laat, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het bevoegde orgaan, de rechthebbende geregeld onderzoeken teneinde vast te stellen of de geneeskundige behandeling daadwerkelijk en regelmatig wordt verleend. Het dient deze onderzoeken te doen instellen en het bevoegde orgaan onmiddellijk van de

resultaten ervan op de hoogte te stellen. Het ten laste van het bevoegde orgaan blijven van de geneeskundige behandeling is afhankelijk van de naleving van deze voorschriften.

4. De bepalingen van de leden 1 tot en met 3 van dit artikel zijn van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden van de werknemer, die, nadat zij zijn ziek geworden of bevallen, hun woonplaats overbrengen naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij dan het bevoegde land.

5. Indien het orgaan van de woonplaats vaststelt, dat de verpleging in het ziekenhuis dient te worden beëindigd, deelt het de werknemer de datum van het einde van de verpleging in het ziekenhuis mede en zendt het aan het bevoegde orgaan onmiddellijk een afschrift van deze mededeling.

#### Artikel 9

1. Om in het land van hun woonplaats in aanmerking te komen voor verstrekkingen dienen de in het eerste lid van artikel 13 van het Verdrag bedoelde gezinsleden zich bij het orgaan van hun woonplaats te laten inschrijven onder overlegging van de volgende bewijsstukken:

- (i) een verklaring, afgegeven op verzoek van de werknemer door het bevoegde orgaan, waaruit blijkt, dat de werknemer recht heeft op verstrekkingen, en welke de door de werknemer vermelde namen van zijn gezinsleden bevat. Deze verklaring is geldig zolang het bevoegde orgaan aan het orgaan van de woonplaats niet heeft medegedeeld, dat die verklaring niet meer geldig is;
- (ii) de bewijsstukken, welke door de wettelijke regeling van het land van de woonplaats voor de toekenning van verstrekkingen aan de gezinsleden gewoonlijk worden geëist.

2. Het orgaan van de woonplaats deelt aan het bevoegde orgaan mede of de gezinsleden al dan niet recht hebben op verstrekkingen krachtens de wettelijke regeling welke door eerstgenoemd orgaan wordt toegepast.

3. De toekenning van verstrekkingen aan de gezinsleden is afhankelijk van de geldigheid van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde verklaring.

4. De werknemer en diens gezinsleden dienen het orgaan van de woonplaats van laatstgenoemden in kennis te stellen van iedere wijziging van hun toestand, waardoor verandering in het recht der gezinsleden op verstrekkingen zou kunnen ontstaan, in het bijzonder van elke staking of wijziging van de werkzaamheden van de werknemer of van elke overbrenging van de woon- of verblijfplaats van hem of van een van zijn gezinsleden.

5. Het orgaan van de woonplaats verleent zijn goede diensten aan het bevoegde orgaan, dat voornemens is verhaal uit te oefenen op een persoon, die ten onrechte verstrekkingen heeft gekregen.

### Artikel 10

In het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 13 van het Verdrag, verzoekt het bevoegde orgaan zo nodig het orgaan van de laatste woonplaats van elk gezinslid, dat zijn woonplaats naar het grondgebied van het bevoegde land heeft overgebracht, om inlichtingen omtrent het tijdvak, waarover onmiddellijk vóór deze overbrenging verstrekkingen zijn verleend.

### Artikel 11

1. Om in het land van zijn woonplaats in aanmerking te komen voor verstrekkingen dient de rechthebbende op een pensioen of een rente, bedoeld in het tweede lid van artikel 15 van het Verdrag, zich te laten inschrijven bij het orgaan van zijn woonplaats, waarbij hij een verklaring dient over te leggen; daarin wordt al naar gelang de Verdragsluitende Partij waartoe het orgaan, dat het pensioen of de rente verschuldigd is, behoort, door de „Idryma Koinonikon Asphaltiseon” of de Ziekenfondsraad opgegeven, of de rechthebbende op het pensioen of de rente voor zichzelf en voor zijn gezinsleden recht heeft op verstrekkingen krachtens de wettelijke regeling, ingevolge welke het pensioen of de rente verschuldigd is. Het orgaan, dat deze verklaring heeft opgesteld, zendt hiervan een afschrift aan het orgaan van de andere Verdragsluitende Partij.

2. De rechthebbende op een pensioen of rente dient het orgaan van zijn woonplaats in kennis te stellen van iedere verandering in zijn toestand, waardoor wijziging in zijn recht op verstrekkingen zou kunnen ontstaan, in het bijzonder van iedere opschorting of intrekking van zijn pensioen of rente en van iedere overbrenging van zijn woonplaats of die van zijn gezinsleden.

3. Het orgaan, dat de verklaring heeft opgesteld kan het orgaan van de andere Verdragsluitende Partij inlichten omtrent het einde van het recht op verstrekkingen van de rechthebbende op een pensioen of rente.

### Artikel 12

1. Om tijdens een verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij in aanmerking te komen voor uitkeringen, dient de werknemer zich onmiddellijk tot het orgaan van de verblijfplaats te wenden, waarbij hij in het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 11 van het Verdrag, het document, bedoeld in artikel 5, lid 1, in het geval, bedoeld in het eerste lid van artikel 12 van het Verdrag, de verklaring, bedoeld in artikel 6, lid 1, en in het geval, bedoeld in het tweede lid van artikel 12 van het Verdrag, de verklaring, bedoeld in artikel 8, lid 1, dient over te leggen.

Indien de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij, op het grondgebied waarvan hij zich bevindt hierin voorziet, dient hij een door de behandelende geneesheer afgegeven bewijs van arbeidsongeschiktheid bij te voegen. Voorts verstrekt hij zijn adres in het land waar hij zich bevindt, alsmede de naam en het adres van zijn werkgever en van het bevoegde orgaan.

2. Indien de werknemer de verklaring, bedoeld in het vorige lid, niet overlegt, wendt het orgaan van de verblijfplaats zich tot het bevoegde orgaan teneinde deze verklaring of een bewijs, dat de werknemer nog verzekerd is krachtens de wetgeving van het bevoegde land, te verkrijgen. De verklaring bedoeld in artikel 8, eerste lid, wordt evenwel na de overbrenging van de woonplaats alleen opgesteld, indien zij als gevolg van overmacht niet tevoren kon worden opgesteld.

### Artikel 13

1. Het orgaan van de verblijfplaats gaat onmiddellijk en op zijn laatst binnen drie dagen volgende op de datum waarop de werknemer zich tot dit orgaan heeft gewend, over tot een medische controle van de werknemer door een van zijn controlerende geneesheren. In het geval, dat het bevoegde orgaan in de verklaring, bedoeld in artikel 8, eerste lid, een datum heeft aangegeven, waarop de werknemer medisch gecontroleerd moet worden, kan het orgaan van de verblijfplaats de eerste medische controle tot die datum uitstellen.

2. Het verslag van deze geneesheer, waarin vermeld wordt of de werknemer arbeidsongeschikt is en in het bevestigende geval de datum van de aanvang van de arbeidsongeschiktheid, de diagnose en de vermoedelijke duur van de arbeidsongeschiktheid, wordt door het orgaan van de verblijfplaats binnen drie dagen volgende op de datum van de controle, aan het bevoegde orgaan gezonden. Het orgaan van de verblijfplaats vermeldt de datum, waarop de werknemer zich tot dit orgaan heeft gewend.

### Artikel 14

1. De werknemer is onderworpen aan de controlevoorschriften van het orgaan van de verblijfplaats.

2. Na de eerste medische controle zet het orgaan van de verblijfplaats de medische en administratieve controle voort volgens de op zijn eigen verkeerden van toepassing zijnde regels. De medische controle wordt met zodanige frequentie verricht, dat de werknemer weer onderzocht wordt aan het einde van het tijdvak gedurende hetwelk hij volgens het laatste medische controlerapport vermoedelijk arbeidsongeschikt zou blijven.

3. De medische rapporten waarin vermeld is of de werknemer nog arbeidsongeschikt is, de diagnose en de vermoedelijke duur van de arbeidsongeschiktheid, worden door het orgaan van de verblijfplaats binnen drie dagen na de datum van de controle aan het bevoegde orgaan gezonden.



4. Wanneer het orgaan van de verblijfplaats vaststelt, dat de werknemer de controlevoorschriften overtreedt, stelt het onmiddellijk het bevoegde orgaan daarvan in kennis, waarbij de aard van de overtreding wordt medegedeeld en waarbij tevens wordt aangegeven welke gevolgen door het orgaan van de verblijfplaats gewoonlijk worden verbonden aan een dergelijke overtreding, wanneer het een eigen verzekerde betrof.

#### Artikel 15

Wanneer de controlerende geneesheer vaststelt, dat de werknemer in staat is of zal zijn de arbeid te hervatten, stelt het orgaan van de verblijfplaats de werknemer in kennis van het einde van zijn arbeidsongeschiktheid en doet het aan het bevoegde orgaan onverwijld een afschrift van deze kennisgeving toekomen, waarbij het verslag van de controlerende geneesheer wordt gevoegd.

#### Artikel 16

Wanneer de werknemer naar het bevoegde land terugkeert, stelt het orgaan van de verblijfplaats het bevoegde orgaan hiervan in kennis en doet hierbij tevens mededeling van het oordeel van de controlerende geneesheer inzake de vraag, of de reis al dan niet schadelijk is voor de gezondheidstoestand van de werknemer.

#### Artikel 17

1. Het bevoegde orgaan stelt de uitkeringen per internationale postwissel betaalbaar. Deze uitkeringen kunnen echter door het orgaan van de verblijfplaats voor rekening van het bevoegde orgaan worden verleend, indien laatstgenoemd orgaan hiermede instemt. In dit geval stelt het bevoegde orgaan het orgaan van de verblijfplaats op de hoogte van het bedrag der uitkeringen en van de datum of de data, waarop deze uitbetaald moeten worden, alsmede van de maximale uitkeringsduur.

2. Wanneer het bevoegde orgaan op grond van ontvangen inlichtingen beslist, dat de werknemer in staat is de arbeid te hervatten, stelt het hem van zijn beslissing in kennis, en zendt het een afschrift van deze kennisgeving aan het orgaan van de woonplaats.

3. Wanneer in eenzelfde geval door het orgaan van de woonplaats en het bevoegde orgaan voor het einde van de arbeidsongeschiktheid twee verschillende data zijn vastgesteld, geldt de vroegste datum.

#### Artikel 18

1. Wat betreft de krachtens de bepalingen van artikel 11, tweede lid, en artikel 12, eerste, tweede en zesde lid, van het Verdrag verleende verstrekkingen worden de werkelijke bedragen van de ter zake van genoemde verstrekkingen gedane uitgaven, zoals zij uit de boekhouding van de organen blijken, door de bevoegde organen vergoed aan de organen, die de bovenbedoelde verstrekkingen hebben verleend.

2. Voor de vergoeding kunnen geen hogere tarieven in rekening worden gebracht dan die, welke gelden voor de verstrekkingen, verleend aan werknemers die vallen onder de wettelijke regeling, welke wordt toegepast door het orgaan, dat de in het eerste lid van dit artikel bedoelde verstrekkingen heeft verleend.

3. Het bepaalde in het eerste lid van dit artikel is van overeenkomstige toepassing op de in de tweede volzin van het eerste lid van artikel 17 van dit Akkoord bedoelde uitkeringen.

#### Artikel 19

1. Wat betreft de krachtens het bepaalde in het eerste lid van artikel 13 van het Verdrag verleende verstrekkingen, worden de ter zake van deze verstrekkingen gedane uitgaven voor elk kalenderjaar op vaste bedragen gewaardeerd.

2. Het vaste bedrag wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal gezinnen die voor berekening in aanmerking komen.

3. De gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin zijn voor elk land gelijk aan het gemiddelde per gezin van de uitgaven, met betrekking tot het totaal der door de organen van het betrokken land verleende verstrekkingen aan alle gezinnen der verzekerden, die onder de wettelijke regeling van dat land vallen.

#### Artikel 20

1. Wat betreft de krachtens het bepaalde in het tweede lid van artikel 15 van het Verdrag verleende verstrekkingen worden de ter zake van deze verstrekkingen gedane uitgaven voor elk kalenderjaar op vaste bedragen gewaardeerd.

2. Het vaste bedrag wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kosten per rechthebbende op een pensioen of rente en per gezinslid van deze rechthebbende te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal der rechthebbenden op een pensioen of rente en hun gezinsleden, die voor berekening in aanmerking komen.

3. De gemiddelde kosten per rechthebbende op een pensioen of rente en per gezinslid van deze rechthebbende is voor elk land gelijk aan het gemiddelde per rechthebbende op een pensioen of rente en gezinslid van de uitgaven met betrekking tot het totaal der door de organen van het betrokken land verleende verstrekkingen aan alle rechthebbenden op een pensioen of rente (met inbegrip van hun gezinsleden), die onder de wettelijke regeling van dat land vallen.

4. Voor de toepassing van het eerste, tweede en derde lid van dit artikel kunnen verschillende berekeningen gemaakt worden naar gelang van de leeftijdsklasse, waartoe de rechthebbenden op een pensioen of rente behoren.

## Artikel 21

1. De in artikel 16 van het Verdrag bedoelde vergoedingen worden betaald door tussenkomst van de bevoegde verbindingsorganen.

2. De in het vorige lid bedoelde organen kunnen overeenkomen, dat de in de artikelen 19 en 20 van dit Akkoord bedoelde bedragen met een bepaald percentage voor administratiekosten worden verhoogd. Voor de toepassing van het bepaalde in de artikelen 18 tot en met 20 kunnen zij nadere overeenkomsten sluiten, in het bijzonder inzake het verlenen van voorschotten.

## HOOFDSTUK 2

*Invaliditeit, ouderdom en overlijden (pensioenen)  
Indiening en behandeling van aanvragen*

## Artikel 22

1. De werknemer of de nagelaten betrekking van een werknemer dient, om in aanmerking te komen voor de uitkeringen op grond van de bepalingen van hoofdstuk 2 van Titel III van het Verdrag, zijn aanvraag volgens de door de wettelijke regeling van het land van zijn woonplaats vastgestelde modaliteiten aan het bevoegde orgaan van zijn woonplaats te richten.

2. Wanneer de werknemer of de nagelaten betrekking van een werknemer, niet woonachtig in Nederland of in Griekenland, verzoekt in het genot te worden gesteld van een uitkering op grond van de bepalingen van hoofdstuk 2 van Titel III van het Verdrag, dient hij zijn aanvraag te richten tot het bevoegde orgaan van het land ingevolge welks wettelijke regeling de werknemer laatstelijk verzekerd is geweest.

3. De aanvrager vermeldt, voor zover zulks mogelijk is, de organen der beide landen, waarbij de werknemer verzekerd is geweest.

## Artikel 23

De overeenkomstig het bepaalde in het vorige artikel ingediende aanvraag wordt in behandeling genomen door het bevoegde orgaan, waaraan hij gericht is. Dit orgaan wordt hierna aangeduid als „het behandelend orgaan”.

## Artikel 24

1. Voor de behandeling van de aanvragen om uitkering verschuldigd op grond van de bepalingen van hoofdstuk 2 van Titel III van het Verdrag maakt het behandelend orgaan gebruik van een formulier, waarin met name een volledige opsomming en een samenvatting voorkomen van de door de verzekerde vervulde tijdvakken van verzekering of daarmede gelijkgestelde tijdvakken krachtens de wettelijke regelingen waaraan hij onderworpen is geweest.

2. De toezending van dit formulier aan de bevoegde organen van het andere land vervangt de toezending van bewijsstukken.

## Artikel 25

1. Het behandelend orgaan geeft op het in het vorige artikel bedoelde formulier de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken aan, welke zijn vervuld ingevolge de voor dit orgaan van toepassing zijnde wettelijke regeling en zendt twee exemplaren van dit formulier aan het bevoegde orgaan van het andere land.

2. Dit orgaan vult het formulier aan door opgave van de tijdvakken van verzekering en daarmee gelijkgestelde tijdvakken, welke ingevolge zijn eigen wettelijke regeling zijn vervuld en zendt het vervolgens in tweevoud terug aan het behandelende orgaan. Bovendien worden op het formulier de volgende gegevens verstrekt:

het bedrag van de rechten op grond van zijn eigen wettelijke regeling, rekening houdende met de bepalingen van hoofdstuk 2 van Titel III van het Verdrag, het bedrag van de uitkering waarop de aanvrager aanspraak zou kunnen maken zonder toepassing van het bepaalde in artikel 18 van het Verdrag alleen op grond van de krachtens de eigen wettelijke regeling vervulde tijdvakken van verzekering en daarmee gelijkgestelde tijdvakken, alsmede de rechtsmiddelen en de termijnen voor het instellen van beroep.

## Artikel 26

1. Indien het behandelend orgaan vaststelt, dat de aanvrager recht heeft op toepassing van het bepaalde in het tweede lid van artikel 19 van het Verdrag, stelt het de aanvulling vast, waarop de aanvrager op grond van deze bepaling recht heeft. Ingeval de aanvrager recht heeft op aanvullingen van de zijde van de organen van beide landen, worden de kosten van de hoogste aanvulling, welke aan de aanvrager kan worden uitgekeerd, door het behandelend orgaan verdeeld over de organen welke aanvullingen hadden moeten uitkeren. Elk van deze organen betaalt van deze aanvulling een gedeelte volgens de verhouding tussen het bedrag der bij toepassing van zijn eigen wettelijke regeling te betalen aanvulling en het totale bedrag der aanvullingen, welke door alle betrokken organen hadden moeten worden uitgekeerd.

2. Bij de toepassing van het tweede lid van artikel 19 van het Verdrag geschiedt de omrekening van de in verschillende nationale geldsoorten vastgestelde bedragen op basis van de officiële wisselkoers van de dag waarop het pensioen wordt vastgesteld. Indien wijzigingen in deze koers optreden, wordt alleen dan tot herziening van het pensioen overgegaan, wanneer deze wijzigingen meer dan tien procent belopen.

## Artikel 27

Het behandelend orgaan stelt de aanvrager in kennis van alle beslissingen met betrekking tot de toekenning van de uitkeringen, berekend met toepassing van artikel 19 van het Verdrag, alsmede van de in elk der toegepaste wettelijke regelingen bepaalde rechtsmiddelen en termijnen voor het instellen van beroep. Bovendien zendt het genoemde orgaan een

afschrift van deze kennisgeving aan het bevoegde orgaan van het andere land, onder opgave van de datum waarop deze kennisgeving aan de aanvrager is gezonden.

### *Uitbetaling van de uitkeringen*

#### Artikel 28

1. De door de organen van een land verschuldigde uitkeringen aan rechthebbenden, die in het andere land wonen, worden rechtstreeks en op de in de door die organen toegepaste wettelijke regeling voorziene vervaldagen uitbetaald.

2. Het bevoegde orgaan stelt de uitkeringen per internationale postwissel betaalbaar en doet van de eerste betaalbaarstelling het orgaan van de woonplaats mededeling. Deze uitkeringen kunnen echter door het orgaan van de woonplaats voor rekening van het bevoegde orgaan worden verleend, indien laatstgenoemd orgaan hiermede instemt. In dit geval stelt het bevoegde orgaan het orgaan van de woonplaats op de hoogte van het bedrag der uitkeringen en van de datum of data, waarop deze betaald moeten worden, alsmede van de maximale uitkeringsduur.

#### Artikel 29

De uitkeringen worden aan de rechthebbenden uitbetaald zonder aftrek van porti of bankkosten.

### HOOFDSTUK 3

#### *Arbeidsongevallen en beroepsziekten*

#### Artikel 30

1. De op de uitkeringen en verstrekkingen bij ziekte betrekking hebbende bepalingen van dit Akkoord zijn van overeenkomstige toepassing op de verstrekkingen waarop een werknemer, die getroffen is door een arbeidsongeval of beroepsziekte, aanspraak kan maken.

2. Van ieder arbeidsongeval, dat aan een werknemer is overkomen en dat hetzij de dood, hetzij een gehele of gedeeltelijke blijvende arbeidsongeschiktheid heeft veroorzaakt of kan veroorzaken, moet door het bevoegde orgaan mededeling worden gedaan aan de consulaire autoriteiten van het land, waartoe de getroffene behoort.

#### Artikel 31

Voor de vaststelling van de mate van ongeschiktheid in het in artikel 27 van het Verdrag bedoelde geval dient de werknemer aan het bevoegde orgaan van het land onder welks wettelijke regeling het arbeidsongeval of de beroepsziekte zich heeft voorgedaan, de noodzakelijke inlichtingen te verstrekken met betrekking tot arbeidsongevallen of beroepsziekten, welke zich reeds eerder onder de wettelijke regeling van het andere land

hebben voorgedaan, ongeacht welke mate van ongeschiktheid in deze gevallen is ontstaan. Indien genoemd orgaan zulks noodzakelijk acht, kan het zich omtrent deze gevallen gegevens laten verschaffen bij het orgaan of de organen, dat (die) bevoegd is (zijn) geweest voor de schade-loosstelling.

#### HOOFDSTUK 4

##### *Werkloosheid en kinderbijslagen*

###### Artikel 32

1. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van een der bepalingen van de artikelen 29 en 31 van het Verdrag dient de belanghebbende aan het bevoegde orgaan een verklaring over te leggen met betrekking tot de in aanmerking te nemen tijdvakken, voor zover het noodzakelijk is deze mede te tellen ter aanvulling van de tijdvakken, welke op grond van de door genoemd orgaan toegepaste wettelijke regeling zijn vervuld.

2. De verklaring wordt op verzoek van de betrokkene door het orgaan waarbij hij laatstelijk in het andere land verzekerd is geweest, uitgereikt. Indien de betrokkene geen verklaring overlegt, verzoekt het bevoegde orgaan het betrokken orgaan om opstelling en toezending van de verklaring.

###### Artikel 33

1. De in het eerste lid van artikel 30 van het Verdrag bedoelde werkloze die het volgens de wettelijke regeling van het land waarin hij laatstelijk werkzaam is geweest, verworven recht op uitkeringen in het land van zijn nieuwe woonplaats wenst te behouden, dient aan het orgaan van zijn nieuwe woonplaats een verklaring over te leggen, waarin het orgaan van het land, waar hij laatstelijk werkzaam was, verklaart, dat de werkloze zijn recht op werkloosheidsuitkering behoudt en waarin met name wordt aangegeven gedurende welk tijdvak het recht op uitkering ten hoogste behouden kan blijven.

2. De verklaring dient, zo mogelijk, vóór de overbrenging van de woonplaats te worden uitgereikt. Indien de werkloze de verklaring niet overlegt, verzoekt het orgaan van zijn nieuwe woonplaats aan het orgaan van het land, waar hij laatstelijk werkzaam was, om opstelling en toezending van de verklaring.

3. Het orgaan van de nieuwe woonplaats van de werkloze zendt aan het orgaan van het land, waar hij laatstelijk werkzaam was, zo spoedig mogelijk een verklaring, waarin is aangegeven de hoogte van de werkloosheidsuitkering per dag, waarop de werkloze recht heeft volgens de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling.

4. Het orgaan van het land waar hij laatstelijk werkzaam was, kan te allen tijde het orgaan van de woonplaats om inlichtingen verzoeken met betrekking tot de toestand van de rechthebbende, met name omtrent zijn

hoedanigheid van onvrijwillig werkloze en omtrent de hem aangeboden betrekkingen.

5. De vergoeding van de werkloosheidsuitkeringen, bedoeld in het derde lid van artikel 30 van het Verdrag, geschiedt elk halfjaar rechtstreeks door het orgaan, dat de vergoeding verschuldigd is, aan het orgaan van het land van de woonplaats, dat de uitkeringen heeft verleend.

### TITEL III

#### Diverse bepalingen

##### Artikel 34

1. Voor de toepassing van de artikelen 10, 18, eerste lid, 19, eerste lid, alinea (b) en van de artikelen 29 en 31 van het Verdrag worden de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de bepalingen van de beide landen overeenkomstig de volgende regels samengeteld met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op uitkeringen, alsmede voor de berekening van deze uitkeringen:

- a) indien een tijdvak van verzekering, vervuld op grond van een verplichte verzekering krachtens de wetgeving van een land, samenvalt met een tijdvak vervuld op grond van een vrijwillige of vrijwillig voortgezette verzekering krachtens de wetgeving van het andere land, wordt alleen het eerste tijdvak in aanmerking genomen;
- b) indien een krachtens de wetgeving van een land vervuld tijdvak van verzekering samenvalt met een krachtens de wetgeving van het andere land gelijkgesteld tijdvak, wordt alleen het eerste tijdvak in aanmerking genomen;
- c) elk gelijkgesteld tijdvak, dat tegelijkertijd door de wetgevingen van de beide landen als zodanig is aangewend, wordt slechts in aanmerking genomen door het bevoegde orgaan van het land aan welks wetgeving de verzekerde laatstelijk vóór het bedoelde tijdvak verplicht onderworpen is geweest; indien de verzekerde vóór bedoeld tijdvak niet verplicht onderworpen is geweest aan de wetgeving van een land, wordt het bedoelde tijdvak in aanmerking genomen door het bevoegde orgaan van het land, aan welks wetgeving hij na dit tijdvak voor de eerste maal verplicht onderworpen is geweest;
- d) ingeval de periode, waarin bepaalde tijdvakken, vervuld krachtens de wetgeving van een land, niet nauwkeurig kan worden bepaald, kunnen de bevoegde organen toestaan, dat deze tijdvakken in aanmerking worden genomen, indien met gebruikmaking van andere middelen het verrichten van werkzaamheden, die verzekering met zich zouden brengen, genoegzaam is bewezen.

2. Indien krachtens alinea (a) van het eerste lid van dit artikel geen rekening wordt gehouden met tijdvakken van verzekering, vervuld op

grond van een vrijwillige of vrijwillig voortgezette verzekering overeenkomstig de wetgeving van een Verdragsluitende Partij op het gebied van de verzekering inzake invaliditeit, ouderdom en overlijden (pensioenen) worden de premiebijdragen over deze tijdvakken geacht bestemd te zijn ter verhoging van de uitkeringen, verschuldigd krachtens de genoemde wetgeving.

*Administratieve en medische controle*

Artikel 35

1. De administratieve en medische controle van rechthebbenden op uitkeringen krachtens de Griekse wettelijke regelingen, die in Nederland wonen, wordt op verzoek van het bevoegde orgaan uitgeoefend door tussenkomst van:

- a) de „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging”, indien het uitkeringen bij ziekte of moederschap betreft;
- b) de „Sociale Verzekeringsbank”, indien het andere uitkeringen betreft.

2. De administratieve en medische controle van rechthebbenden op uitkeringen krachtens de Nederlandse wettelijke regelingen, die in Griekenland wonen, wordt op verzoek van het bevoegde orgaan uitgeoefend door tussenkomst van het „Idryma Koinonikon Asphaliseon” (I.K.A.).

3. Ieder bevoegd orgaan behoudt evenwel het recht de rechthebbende door een arts van zijn keuze te doen onderzoeken.

Artikel 36

Voor de beoordeling van de mate van invaliditeit maken de organen van elk land gebruik van de geneeskundige rapporten en de administratieve gegevens, welke door de organen van het andere land worden verstrekt.

Niettemin behouden bedoelde organen het recht de betrokkene door een arts van hun keuze te doen onderzoeken.

Artikel 37

Wanneer naar aanleiding van de in artikel 35 van dit Akkoord bedoelde controle is vastgesteld, dat hij, die recht heeft op een uitkering, werkzaam is of werkzaam geweest is, terwijl hij deze uitkeringen geniet of heeft genoten, of dat hij inkomsten geniet, welke de voorgeschreven grens overschrijden of dat hij het werk heeft hervat, wordt aan het bevoegde orgaan rapport uitgebracht. In dit rapport dienen te worden vermeld: de aard van de verrichte werkzaamheid, het bedrag van het loon of van de inkomsten welke de betrokkene gedurende het laatstelijk verstreken kwartaal genoot, het normale loon, dat in hetzelfde gebied wordt genoten door een werknemer van de beroepsgroep waartoe de betrokkene behoorde uit hoofde van het beroep dat hij uitoefende vóór hij invalide werd, alsmede eventueel het oordeel van een geneesheerdeskundige omtrent de gezondheidstoestand van de betrokkene.



## Artikel 38

Wanneer de betrokkene na opschorting van een uitkering opnieuw recht op uitkering verkrijgt, terwijl hij woonachtig is op het grondgebied van het andere land, verstrekken de betrokken organen elkaar wederzijds alle nodige inlichtingen met het oog op de hervatting van de betaling van de uitkering.

## Artikel 39

De kosten van de geneeskundige onderzoeken, van observaties, reizen van artsen en administratieve of medische onderzoeken, noodzakelijk voor het uitoefenen van administratieve of medische controle, komen ten laste van het orgaan, dat de controle volgens het door dit orgaan toegepaste tarief uitoefent en worden door het orgaan, waarvoor de controle heeft plaatsgehad, vergoed.

## Artikel 40

De bepalingen van dit Akkoord zijn van toepassing op personen, die werkzaam zijn in ondernemingen, die kolenmijnen exploiteren, behoudens de bijzondere bepalingen, die voor deze categorie werknemers vastgesteld zullen worden.

## Artikel 41

1. Alle geschillen met betrekking tot de toepassing van het Verdrag en dit Akkoord zullen worden opgelost door een commissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten, die bevoegd zijn op het terrein van de sociale zekerheid en die zich kunnen laten bijstaan door deskundigen. De commissie komt beurtelings bijeen in het ene en in het andere land.

2. De verbindingsorganen kunnen, in gemeen overleg, de noodzakelijke formulieren voor verklaringen, aanvragen en andere documenten benodigd voor de toepassing van het Verdrag, vaststellen.

## Artikel 42

Dit Akkoord treedt op dezelfde dag in werking als het Verdrag en heeft dezelfde werkingsduur.

GEDAAN in tweevoud in de Franse taal te 's-Gravenhage, de 19de december 1967.

*De Nederlandse Minister,*  
(w.g.) B. ROOLVINK

*De Griekse Minister,*  
(w.g.) J. XYDOPOULOS

---

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Akkoord zullen ingevolge artikel 42 op dezelfde dag in werking treden als het Verdrag van 13 september 1966 (zie rubriek J hieronder). Ingevolge hetzelfde artikel zullen zij van kracht blijven voor dezelfde duur als het Verdrag.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Akkoord is tot stand gekomen op grond van artikel 33 van het op 13 september 1966 te Athene ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Griekenland inzake sociale zekerheid. Tekst en vertaling van dat Verdrag zijn geplaatst in *Trb.* 1967, 22. Het Verdrag is nog niet in werking getreden.

Op 13 september 1966 is voorts te Athene ondertekend een Interim-overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Griekenland inzake ziekte- en moederschapsverzekering. Van deze Overeenkomst zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1967, 23.

Uitgegeven de zesde augustus 1969.

*De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,*  
DE JONG.